



UNIL | Université de Lausanne

Faculté des hautes  
études commerciales

Faculté de droit,  
des sciences criminelles  
et d'administration publique

## **Règlement de la**

# **Maîtrise universitaire en Droit, criminalité et sécurité des technologies de l'information (Maîtrise DCS)**

## **Master of Law (MLaw) in Legal Issues, Crime and Security of Information Technologies**

Approuvé par le Conseil de l'École de droit le 12 mars 2020

Approuvé par le Conseil de la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique le 19 mars 2020

Approuvé par le Conseil de la Faculté des Hautes Études Commerciales le 26 mars 2020

Adopté par la Direction de l'Université de Lausanne le 7 juillet 2020

## Table des matières

<b>I.</b>	<b>Objet et objectifs</b>
Article 1 <sup>er</sup> :	Objet du présent Règlement
Article 2 :	Objectifs de la formation
<b>II.</b>	<b>Organes de la Maîtrise DCS</b>
Article 3 :	Responsabilité des Facultés
Article 4 :	Direction de la Maîtrise DCS
<b>III.</b>	<b>Admission, équivalences et mobilité</b>
Article 5 :	Conditions d'admission
Article 6 :	Procédure d'admission
Article 7 :	Immatriculation et droits d'inscription
Article 8 :	Équivalences
Article 9 :	Mobilité
<b>IV.</b>	<b>Organisation de la Maîtrise DCS</b>
Article 10 :	Durée des études
Article 11 :	Structure du cursus
Article 12 :	Maîtrise DCS avec mention
<b>V.</b>	<b>Évaluation des connaissances</b>
Article 13 :	Examens et validations des enseignements
Article 14 :	Sessions d'examens
Article 15 :	Inscription aux examens
Article 16 :	Déroulement des examens
Article 17 :	Échelle des notes et appréciations
Article 18 :	Retrait et absence injustifiée
Article 19 :	Fraude et plagiat
<b>VI.</b>	<b>Mémoire</b>
Article 20 :	Mémoire
<b>VII.</b>	<b>Réussite de la Maîtrise DCS</b>
Article 21 :	Conditions de réussite et acquisition des crédits ECTS
Article 22 :	Grade
<b>VIII.</b>	<b>Recours</b>
Article 23 :	Recours
<b>IX.</b>	<b>Dispositions finales</b>
Article 24 :	Entrée en vigueur et dispositions transitoires

# **Règlement de la Maîtrise universitaire en Droit, criminalité et sécurité des technologies de l'information (Maîtrise DCS)**

## **I.                   Objet et objectifs**

### **Article 1<sup>er</sup> :   Objet du présent Règlement**

<sup>1</sup> Le présent Règlement régit le cursus de la Maîtrise universitaire en Droit, criminalité et sécurité des technologies de l'information / Master of Law (MLaw) in Legal Issues, Crime and Security of Information Technologies (ci-après : « la Maîtrise DCS »), organisée conjointement par l'École de droit et l'École des sciences criminelles de la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique et la Faculté des hautes études commerciales de l'Université de Lausanne.

<sup>2</sup> Le Plan d'études précise notamment :

- les enseignements obligatoires et à option ;
- le nombre d'heures d'enseignement ;
- les crédits ECTS associés à chaque enseignement ;
- les modalités d'évaluation.

<sup>3</sup> La Maîtrise DCS peut être effectuée sans mention, ou être assortie de l'une des mentions suivantes, aux conditions décrites à l'art. 12 :

- Mention sciences juridiques / Subject area Juridical Science ;
- Mention renseignement et science forensique / Subject area Intelligence and Forensic Science ;
- Mention management de l'information / Subject area Information Management.

### **Article 2 :       Objectifs de la formation**

<sup>1</sup> La Maîtrise DCS a pour objectif de permettre aux étudiants de :

- développer, d'approfondir et de compléter les connaissances acquises dans le cadre de leur Baccalauréat universitaire ;
- comprendre et approfondir les problèmes posés par les technologies de l'information en termes juridiques, informatiques, économiques et criminalistiques ;
- maîtriser la détection, la collecte, l'analyse et l'interprétation de données de natures différentes dans un cadre interdisciplinaire.

<sup>2</sup> La formation doit plus particulièrement permettre aux étudiants de :

- approfondir les connaissances juridiques, techniques et sécuritaires des technologies de l'information et de la communication ;

- appréhender les enjeux économiques de la mise en place d'une stratégie de contrôle et de surveillance des données au sein d'une entreprise ou d'une administration publique ;
- acquérir et maîtriser un langage de programmation informatique ;
- développer un sens critique et une capacité de synthèse interdisciplinaire sur les questions touchant les technologies de l'information et de la communication ;
- acquérir des compétences de rédaction de rapport à l'attention d'une population hétérogène, scientifique ou non scientifique (pairs, magistrats, jurys) ;
- maîtriser un travail autonome et collectif en fonction des besoins ;
- maîtriser l'illustration technique et la communication des résultats ;
- maîtriser les outils de recherches et de connaître les sources de connaissance de la littérature scientifique;
- se déterminer en fonction des connaissances acquises et dans le respect des contraintes légales et éthiques en contexte multiculturel.

## II. **Organes de la Maîtrise DCS**

### **Article 3 : Responsabilité des Facultés**

<sup>1</sup> La Maîtrise DCS est placée sous la responsabilité de la Faculté de droit, des sciences criminelles et d'administration publique (ci-après : FDCA) et de la Faculté des Hautes Études Commerciales (ci-après : HEC) de l'Université de Lausanne, qui en confient la gestion à la Direction de l'École de Droit de la FDCA.

<sup>2</sup> Les Décanats de la FDCA et de la HEC de l'Université de Lausanne soumettent le Règlement de la Maîtrise DCS, le Plan d'études et leurs révisions éventuelles aux Conseils d'École et des Facultés pour approbation, sous réserve d'adoption par la Direction conformément au Règlement général des études relatif aux cursus de Bachelor (Baccalauréat universitaire) et de Master (Maîtrise universitaire) (ci-après : RGE).

### **Article 4 : Direction de la Maîtrise DCS**

<sup>1</sup> La Direction de la Maîtrise DCS est composée de trois membres : un directeur et deux vice-directeurs. Le directeur est le responsable de la Maîtrise DCS, les vice-directeurs représentant la Faculté des HEC et/ou la FDCA (l'École de droit (ED) et/ou l'École des sciences criminelles (ESC)). Les représentants de l'ED et de l'ESC sont désignés par le Décanat de la FDCA, le représentant de la Faculté des HEC par le Décanat HEC. Le mandat du directeur et des vice-directeurs est de deux ans renouvelable.

<sup>2</sup> La Direction de la Maîtrise DCS veille à la qualité scientifique de la Maîtrise DCS. Elle est convoquée par le directeur de la Maîtrise DCS ou par au moins deux de ses membres.

<sup>3</sup> Les décisions de la Direction de la Maîtrise DCS sont prises à la majorité des membres. Elle peut décider en séance ou par correspondance.

### III. Admission, équivalences et mobilité

#### Article 5 : Conditions d'admission

<sup>1</sup> Sont admis à la Maîtrise DCS, les candidats qui remplissent les conditions d'immatriculation et d'inscription à l'Université de Lausanne et qui sont titulaires soit :

- d'un Baccalauréat universitaire en Droit d'une université suisse, rattaché à la branche d'études (swissuniversities) « droit » ;
- d'un Baccalauréat universitaire ès Sciences en science forensique délivré par l'Université de Lausanne et rattaché à la branche d'études (swissuniversities) « sciences forensiques » ;
- d'un Baccalauréat universitaire ès Sciences en sciences économiques ou d'un Bachelor of Arts (BA) en informatique de gestion d'une université suisse rattaché à au moins une des branches d'études (swissuniversities) suivantes :
  - « informatique de gestion »
  - « économie politique », « gestion d'entreprise » ou « finance » pour autant qu'ils aient obtenu dans leur cursus d'études au moins 12 crédits ECTS dans le domaine informatique
  - « informatique » ou « systèmes de communication » pour autant qu'ils aient obtenu dans leur cursus d'études au moins 12 crédits ECTS dans le domaine des sciences humaines et sociales ;

<sup>2</sup> Pour obtenir la Maîtrise universitaire avec l'une des mentions mentionnées à l'article 1 al. 3, le candidat doit satisfaire aux conditions d'admission spécifiques suivantes :

- pour la mention sciences juridiques : l'étudiant doit satisfaire aux conditions d'admission de la Maîtrise universitaire en Droit de l'Ecole de Droit de l'Université de Lausanne ;
- pour la mention renseignement et science forensique : l'étudiant doit satisfaire aux conditions d'admission de la Maîtrise universitaire ès Sciences en science forensique de l'Université de Lausanne ;
- pour la mention management de l'information: l'étudiant doit satisfaire aux conditions d'admission de la Maîtrise universitaire ès Sciences en systèmes d'information de l'Université de Lausanne.

<sup>3</sup> Conformément à l'art. 83 du Règlement d'application du 18 décembre 2013 de la Loi du 6 juillet 2004 sur l'Université de Lausanne (ci-après : « RLUL »), les candidats titulaires d'un Baccalauréat universitaire délivré par une université suisse ou d'un titre jugé équivalent dans un domaine apparenté sont admis à l'inscription en vue de l'obtention d'un Master (Maîtrise universitaire). Conformément aux art. 9 et 10 du RGE, ils peuvent, sur la base de leur dossier de candidature et sur proposition de la Direction de la Maîtrise DCS, être admis en étant astreints à une mise à niveau intégrée équivalant à 30 crédits ECTS au maximum ou à une mise à niveau préalable de 31 à 60 crédits ECTS.

<sup>4</sup> La Maîtrise DCS peut être commencée uniquement au semestre d'automne.

## **Article 6 : Procédure d'admission**

<sup>1</sup> Les candidats déposent leur candidature, dans les délais impartis, auprès du Service des immatriculations et inscriptions (ci-après : « SII ») de l'Université de Lausanne.

<sup>2</sup> Après examen des conditions administratives, le SII transmet les dossiers des candidats formellement admissibles à la Direction de l'ED.

<sup>3</sup> La Direction de l'ED statue directement sur les dossiers de candidature répondant aux conditions de l'art. 5 al. 1 ci-dessus.

<sup>4</sup> Après examen des dossiers ne répondant pas aux exigences de l'art. 5 al. 1 ci-dessus, la Direction de la Maîtrise DCS propose un préavis à la Direction de l'ED sur l'admission des candidats à la Maîtrise DCS et sur les éventuels compléments d'études requis, conformément à l'art. 5 al. 3 ci-dessus.

<sup>5</sup> La Direction de l'ED adresse au candidat une décision d'acceptation ou de refus d'admission à la Maîtrise DCS avec, le cas échéant, l'indication des conditions supplémentaires qui lui sont imposées, ainsi que des voies et délai de recours. En cas d'acceptation, la durée de la validité de la décision est précisée par la Direction de l'ED. Une copie de la décision est adressée au SII pour suite à donner au dossier.

## **Article 7 : Immatriculation et droits d'inscription**

Les candidats sont immatriculés à l'Université de Lausanne et inscrits auprès de la FDCA. Ils paient les droits d'inscription dont le montant est fixé conformément à la législation applicable.

## **Article 8 : Équivalences**

<sup>1</sup> Sur préavis de la Direction de la Maîtrise DCS, la Direction de l'ED peut accorder des équivalences à l'étudiant qui a déjà réussi, dans le cadre d'une formation de niveau Maîtrise universitaire reconnue, des évaluations équivalentes à celles prévues dans le Plan d'études de la Maîtrise DCS. Des équivalences peuvent aussi être accordées pour des évaluations réussies dans le cadre d'une formation de niveau bachelor universitaire lorsque le contenu le justifie.

<sup>2</sup> Les équivalences ainsi accordées correspondent à un certain nombre de crédits ECTS, considérés comme acquis par l'étudiant, lequel se voit alors dispensé des enseignements et des évaluations correspondantes. Les notes obtenues à ces évaluations dans le cadre du cursus antérieur ne sont prises en compte dans le calcul de la moyenne que s'il s'agit de cours dispensé par l'Université de Lausanne.

<sup>3</sup> Conformément à l'art. 7 du RGE, les équivalences correspondent à un certain nombre de crédits ECTS. Le nombre total de crédits ECTS qui peuvent être acquis par équivalences est limité à 18 pour le module 1 et 9 pour le module 2.

<sup>4</sup> Avec l'accord préalable du directeur de la Maîtrise DCS, l'étudiant peut inclure dans le module 2, des enseignements de niveau maîtrise universitaire suivis dans un autre cursus de la Faculté, une autre Faculté, une autre Université ou institut universitaire jusqu'à concurrence de 9 crédits ECTS. Lorsque le contenu de l'enseignement le justifie, l'accord peut aussi être donné pour un cours de formation de niveau bachelor universitaire.

## **Article 9 : Mobilité**

<sup>1</sup> Sur préavis de la Direction de la Maîtrise DCS, la Direction de l'ED peut approuver le programme de mobilité d'un étudiant désirant effectuer une partie de ses études dans une autre institution universitaire, tout en restant immatriculé à l'Université de Lausanne.

<sup>2</sup> L'institution d'accueil doit être un partenaire avec lequel la Direction de l'Université de Lausanne ou la FDCA, respectivement HEC, a conclu un accord de coopération, ou du moins être une institution reconnue par la Direction de l'Université de Lausanne.

<sup>3</sup> Le programme de mobilité précise les enseignements que l'étudiant est autorisé à suivre dans l'institution d'accueil et les crédits ECTS correspondants qui pourront lui être reconnus dans le cadre de la Maîtrise DCS.

<sup>4</sup> Fondé sur l'art. 8 du RGE, le nombre total de crédits ECTS acquis lors d'un séjour de mobilité qui peuvent être reconnus dans le cadre de la Maîtrise DCS est limité à 45.

<sup>5</sup> Les Principes relatifs à la mobilité dans une autre institution universitaire en Suisse ou à l'étranger, arrêtés par la Direction de l'École de Droit après consultation du Conseil de l'École de Droit, précisent les modalités de reconnaissance des crédits ECTS acquis lors d'un séjour de mobilité.

## **IV. Organisation de la Maîtrise DCS**

### **Article 10 : Durée des études**

<sup>1</sup> La Maîtrise DCS est conçue sur la base d'une formation à plein temps, d'une durée normale de quatre semestres et d'une durée maximale de six semestres.

<sup>2</sup> Sur préavis de la Direction de la Maîtrise DCS la Direction de l'ED peut réduire proportionnellement la durée maximale des études pour l'étudiant au bénéfice d'équivalences.

<sup>3</sup> En cas de justes motifs, la Direction de l'ED peut accorder une dérogation à la durée maximale des études d'au maximum deux semestres à l'étudiant qui en fait la demande écrite et dûment motivée.

<sup>4</sup> La Direction de l'ED peut accorder un congé d'au maximum deux semestres à l'étudiant qui en fait la demande écrite et dûment motivée conformément aux art. 92 ss du RLUL. En cas de congé restreint, le ou les semestres de congé sont comptabilisés dans la durée des études ; en cas de congé complet, le ou les semestres de congé ne sont pas comptabilisés dans la durée des études.

<sup>5</sup> L'étudiant qui n'a pas terminé son cursus dans les délais impartis conformément au présent art. subit un échec définitif à la Maîtrise DCS.

### **Article 11 : Structure du cursus**

<sup>1</sup> Le cursus de Maîtrise DCS correspond à 120 crédits ECTS au sens de l'art. 1 lettre h du RGE, répartis de la manière suivante :

- module 1 : 65 crédits ECTS d'enseignements obligatoires ;
- module 2 : 40 crédits ECTS d'enseignements à choix ;

- module 3 : 15 crédits ECTS pour le mémoire.

<sup>2</sup> Pour le module 2, un plan d'étude spécifique est prévu pour chaque mention au sens de l'art. 12. L'étudiant qui ne souhaite pas assortir sa Maîtrise DCS d'une mention peut choisir librement ses crédits dans les trois plans spécifiques.

### **Article 12 : Maîtrise DCS avec mention**

<sup>1</sup> Si l'étudiant remplit l'une des conditions d'admission spécifiques prévues à l'art. 5, al. 2, il est éligible pour obtenir la Maîtrise universitaire avec l'une des trois mentions décrites ci-dessous. Son admissibilité à l'une des mentions lui est signalée par la Direction de l'ED au moment de son admission.

<sup>2</sup> Pour obtenir la mention sciences juridiques, l'étudiant doit avoir obtenu, dans le cadre du module 2, au minimum 30 crédits ECTS correspondants aux enseignements prévus dans le Plan d'études de la mention sciences juridiques, le solde pouvant être choisi dans les Plans d'études des autres mentions.

<sup>3</sup> Pour obtenir la mention renseignement et science forensique, l'étudiant doit avoir obtenu, dans le cadre du module 2, au minimum 30 crédits ECTS correspondants aux enseignements prévus dans le Plan d'études de la mention renseignement et science forensique, le solde pouvant être choisi dans les Plans d'études des autres mentions.

<sup>4</sup> Pour la mention management de l'information, l'étudiant doit avoir obtenu, dans le cadre du module 2, au minimum 30 crédits ECTS correspondants aux enseignements prévus dans le Plan d'études de la mention management de l'information, le solde pouvant être choisi dans les Plans d'études des autres mentions.

<sup>5</sup> L'étudiant peut changer de mention au plus tard à la fin du deuxième semestre, pour autant qu'il en remplisse les conditions d'admission et sous réserve du respect de la durée maximale des études. Il l'annonce en prenant contact avec le Secrétariat de la Maîtrise DCS. Il conserve, dans la nouvelle mention, les résultats (notes et nombre de tentatives) des évaluations communes aux deux mentions.

## **V. Évaluation des connaissances**

### **Article 13 : Examens et validations des enseignements**

Tous les enseignements prévus par le Plan d'études de la Maîtrise DCS font l'objet d'une évaluation, sous la forme d'un examen ou d'une validation, conformément au RGE.

### **Article 14 : Sessions d'examens**

<sup>1</sup> Les examens ont lieu durant les périodes définies par la Direction conformément au RGE, à savoir :

- à la fin du semestre d'automne (session d'hiver) ;
- à la fin du semestre de printemps (session d'été) ;
- avant le début des enseignements du semestre d'automne (session d'automne).



La session d'automne est réservée aux examens de seconde tentative (session de rattrapage).

<sup>2</sup> Lorsqu'une matière est traitée dans un cours-bloc, la validation peut prendre place à la fin de celui-ci, d'entente entre l'enseignant et la Direction de la Maîtrise DCS. Dans ce cas, l'ensemble des étudiants concernés est interrogé.

### **Article 15 : Inscription aux examens**

<sup>1</sup> L'étudiant s'inscrit aux enseignements et aux examens ou uniquement aux examens qu'il entend présenter, en respectant les délais et modalités fixés et publiés conformément au RGE par le Décanat de la Faculté responsable de l'enseignement et dans les périodes prévues par la Direction.

### **Article 16 : Déroulement des examens**

<sup>1</sup> Le sujet et la forme des examens sont déterminés pour chaque enseignement et sont annoncés aux étudiants par l'enseignant responsable en début de semestre ; l'enseignant arrête la liste des ouvrages ou textes que les étudiants sont autorisés à consulter et en informe les étudiants au plus tard deux semaines avant le début des examens. Les examens sont organisés en conformité avec le RGE.

<sup>2</sup> La correction des examens écrits doit être effectuée selon l'une des deux modalités suivantes :

- l'enseignant responsable et au moins un deuxième correcteur évaluent chaque copie. Un simple contrôle administratif et technique ne peut tenir lieu de seconde correction ; ou
- l'enseignant responsable établit une grille d'évaluation ou un corrigé qui peuvent être consultés par les candidats avec leur copie corrigée. Dans ce cas, l'enseignant responsable peut être l'unique correcteur ou superviser la correction par un ou plusieurs autres correcteurs.

<sup>3</sup> Les examens oraux se déroulent en présence de l'enseignant responsable et d'un expert.

### **Article 17 : Échelle des notes et appréciations**

<sup>1</sup> Les examens, de même que le mémoire, sont sanctionnés par des notes allant de 1 à 6. La note minimale de réussite étant 4, la meilleure note étant 6. Les quarts de points peuvent être utilisés. La note 0 est réservée aux cas d'absence injustifiée, de fraude, tentative de fraude ou de plagiat.

<sup>2</sup> Les validations sont sanctionnées par l'appréciation « acquis » ou « non acquis ».

### **Article 18 : Retrait et absence injustifiée**

<sup>1</sup> L'étudiant qui se retire au-delà des délais fixés conformément à l'art. 15 ou qui ne se présente pas à une évaluation à laquelle il s'est inscrit se voit attribuer la note 0 ou l'appréciation « échec » à ladite évaluation, sauf cas de force majeure dûment avéré.

<sup>2</sup> L'étudiant qui invoque un cas de force majeure présente au Décanat de la FDCA une requête écrite accompagnée de pièces justificatives, dans les plus brefs délais, mais au plus tard dans les trois jours dès la cessation du cas de force majeure.

<sup>3</sup> Le Décanat de la FDCA statue sur la requête et informe le directeur de la Maîtrise DCS.

<sup>4</sup> En cas de retrait accepté, les résultats des évaluations présentées restent dans tous les cas acquis. En outre, l'étudiant doit obligatoirement se présenter à l'évaluation lors de la session d'examens qui suit.

## **Article 19 : Fraude, plagiat**

<sup>1</sup> Toute participation à une fraude, à une tentative de fraude ou à un plagiat entraîne pour son auteur l'attribution de la note 0 ou de l'appréciation « non acquis » à l'évaluation concernée.

<sup>2</sup> La note 0 est attribuée de surcroît à toutes les validations acquises durant le semestre à tous les examens de la session dans les cas de fraude, tentative de fraude ou de plagiat de forte gravité. L'étudiant est soumis sans restriction au *Code de déontologie en matière d'emprunts, de citations et d'exploitation de sources diverses* de l'Université de Lausanne (Directive de la Direction 0.3) et à la Directive 3.15 Traitement des cas de plagiat dans le cadre de l'enseignement.

<sup>3</sup> Le Décanat de la FDCA statue et informe le directeur de la Maîtrise DCS.

<sup>4</sup> La procédure disciplinaire prévue par la LUL demeure réservée.

## **VI. Mémoire**

### **Article 20 : Mémoire**

<sup>1</sup> L'étudiant doit présenter un mémoire valant 15 crédits ECTS et consistant en une étude critique et interdisciplinaire d'une trentaine de pages sur un sujet relevant des domaines d'enseignement de la Maîtrise DCS (sciences juridiques, sciences économiques, science forensique, technologies de l'information). Le mémoire est un travail personnel. Il est complété par une défense orale publique.

<sup>2</sup> La direction du mémoire est assurée, sous réserve de l'accord du directeur de la Maîtrise DCS, par un enseignant de la Maîtrise DCS ; ce dernier approuve le sujet de la recherche et informe l'étudiant des modalités et délais de reddition.

<sup>3</sup> Avec l'accord préalable du directeur de la Maîtrise DCS et de l'enseignant disposé à en assumer la supervision, le mémoire peut porter sur une expérience réalisée en entreprise/institution. Si une clause de confidentialité est imposée par l'entreprise/institution, elle doit également être soumise préalablement au directeur de la maîtrise DCS et à l'enseignant supervisant le mémoire.

<sup>4</sup> Sous réserve du respect de la durée maximale des études prévue à l'art. 10, la défense orale du mémoire doit avoir lieu au plus tard durant le semestre suivant l'acquisition des crédits ECTS d'enseignements des modules 1 et 2 ; la Direction de l'ED peut accorder une prolongation du délai de la défense du mémoire à l'étudiant qui en fait la demande écrite et dûment motivée.

<sup>5</sup> Le mémoire est évalué par l'enseignant qui en assure la direction et par un expert, externe ou interne. Le mémoire est sanctionné par une note, à l'issue de sa défense orale organisée conformément à l'art. 44 RGE. Le mémoire est réussi si la note est égale ou supérieure à 4.

<sup>6</sup> L'étudiant est autorisé à défendre oralement son mémoire, si ce dernier a été jugé suffisant par l'enseignant responsable de sa supervision. Si le mémoire est jugé insuffisant, l'étudiant est invité à y apporter les corrections et compléments nécessaires dans un délai d'un mois au plus. Le Secrétariat de la Maîtrise DCS est informé du délai supplémentaire accordé à l'étudiant. La défense du mémoire est organisée après la remise du mémoire corrigé.

<sup>7</sup> En cas d'échec au mémoire, l'étudiant doit y apporter les corrections et compléments nécessaires dans un délai de trois mois au maximum, au terme duquel le mémoire est soumis à une nouvelle évaluation par l'enseignant responsable et par un expert. Un deuxième échec au mémoire entraîne un échec définitif. L'échec définitif au mémoire ou l'absence de présentation dans les délais impartis entraîne l'échec définitif de l'étudiant à la Maîtrise DCS.

<sup>8</sup> Une copie du mémoire dans sa version finale doit être déposée auprès du Secrétariat de la Maîtrise DCS. Sur demande de tiers, le Secrétariat de la Maîtrise DCS est autorisé à communiquer des mémoires ou en permettre la consultation, à moins que l'étudiant n'ait exprimé son opposition au moment du dépôt.

## **VII. Réussite de la Maîtrise DCS**

### **Article 21 : Conditions de réussite et acquisition des crédits ECTS**

<sup>1</sup> Pour obtenir la Maîtrise DCS, l'étudiant doit réussir indépendamment les trois modules et avoir ainsi acquis les 120 crédits ECTS en conformité avec les dispositions du présent Règlement et du plan d'études.

<sup>2</sup> Le module 1 est réussi et les 65 crédits ECTS correspondants sont acquis, si l'étudiant obtient :

- une moyenne, pondérée par le nombre de crédits ECTS attribués à chaque enseignement, égale ou supérieure à 4.0 sur l'ensemble des évaluations du module et,
- une note égale ou supérieure à 4.0 aux évaluations correspondant à au moins 53 des 65 crédits ECTS du module.

<sup>3</sup> Le module 2 est réussi et les 40 crédits ECTS correspondants sont acquis, si l'étudiant obtient une moyenne pondérée égale ou supérieure à 4.0 sur l'ensemble des évaluations du module.

<sup>4</sup> Le module 3 est réussi et les 15 crédits ECTS correspondants sont acquis, si l'étudiant obtient une note égale ou supérieure à 4.0 pour son mémoire de Maîtrise DCS.

<sup>5</sup> Conformément à l'art. 41 du RGE et sous réserve de l'art. 78 al. 3 RLUL, si l'étudiant n'obtient pas une note égale ou supérieure à 4.0 aux évaluations du module 1, il est admis à se présenter une seconde fois à l'évaluation ; si l'étudiant n'obtient pas une moyenne suffisante pour réussir le module 2, il bénéficie d'une seconde tentative à

chaque évaluation échouée dans le module en question et choisit librement les évaluations échouées qu'il souhaite représenter pour obtenir la moyenne au module 2.

### **Article 22 : Grade**

<sup>1</sup> Une fois les trois modules réussis indépendamment et les 120 crédits ECTS correspondants acquis en conformité avec les dispositions du présent Règlement et du plan d'études, l'étudiant se voit délivrer par l'Université de Lausanne le grade de :

Maîtrise universitaire en Droit, criminalité et sécurité des technologies de l'information / Master of Law (MLaw) in Legal Issues, Crime and Security of Information Technologies.

<sup>2</sup> Le cas échéant, le grade est délivré avec l'une des mentions présentées à l'article 1 al. 3.

<sup>3</sup> La moyenne générale se calcule de la manière suivante :  $[(\text{moyenne pondérée par le nombre de crédits ECTS du module 1} \times 65) + (\text{moyenne pondérée par le nombre de crédits ECTS du module 2} \times 40) + (\text{note obtenue au mémoire} \times 15)] : 120$ . La moyenne est arrondie au dixième supérieur à partir de 5 centièmes de point.

## **VIII. Recours**

### **Article 23 : Recours**

Toute décision rendue à l'égard d'un étudiant en application du présent Règlement peut faire l'objet d'un recours, conformément aux dispositions du Règlement de l'École de droit et celles du Règlement de la FDCA.

## **IX. Dispositions finales**

### **Article 24 : Entrée en vigueur et dispositions transitoires**

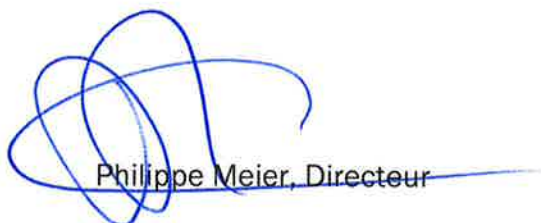
<sup>1</sup> Le présent Règlement entre en vigueur à la rentrée académique du 14 septembre 2020.

<sup>2</sup> Il abroge et remplace le Règlement de la Maîtrise DCS entré en vigueur le 17 septembre 2019. Demeurent réservées les mesures transitoires prévues aux al. 3 et 4 du présent article.

<sup>3</sup> Les étudiants soumis intégralement, jusque-là, au Règlement entré en vigueur à la rentrée académique du 17 septembre 2019 ainsi qu'à son Plan d'études, sont désormais soumis intégralement au présent Règlement ainsi qu'à son Plan d'études.

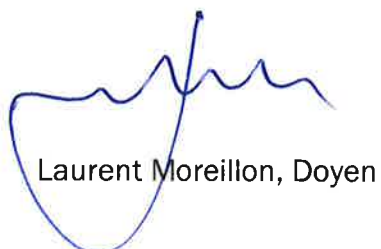
<sup>4</sup> Les étudiants ayant débuté leur Maîtrise DCS au plus tard le 20 septembre 2018 restent soumis à l'ancien Plan d'études ainsi qu'au Règlement de la Maîtrise DCS entré en vigueur le 20 septembre 2016.

Approuvé par le Conseil de l'École de Droit le 12 mars 2020



Philippe Meier, Directeur

Approuvé par le Conseil de la FDCA le 19 mars 2020



Laurent Moreillon, Doyen

Approuvé par le Conseil de HEC le 26 mars 2020



Jean-Philippe Bonardi, Doyen

Adopté par la Direction de l'Université de Lausanne le 7 juillet 2020



Nouria Hernandez, Rectrice